



SYRIE : L'ultimatum d'Amnesty International à la Russie

Amnesty International demande à la Russie d'autoriser les Etats-Unis et l'OTAN à commencer la ruine et le pillage de la Syrie

Par [Tony Cartalucci](#)

Mondialisation.ca, 19 mars 2012

[landdestroyer](#) 19 mars 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),
[Russie et CEI](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Alors que la Libye se fractionne en factions antagonistes et que des [escadrons de la mort racistes et génocidaires](#) chassent les "indésirables" à travers la nation, que des régions entières du pays se détachent comme des émirats de la [terreur semi-autonomes](#), qu'un patron d'institut pétrolier financé par [BP, Shell et Total](#) est installé comme premier ministre, chacun peut vérifier aujourd'hui que les dizaines de milliers de morts occasionnées par la campagne sponsorisée par les Etats-Unis et menée par l'OTAN dans cette nation souveraine d'Afrique du Nord est un échec total. A savoir, si la préservation de vies innocentes en étaient bien le but.

Quoi qu'il en soit, si le but était de fractionner la nation en [micro-états](#) inefficaces et belligérants tout en installant un gouvernement fantoche [à Tripoli afin d'autoriser les contrats donnés aux entreprises occidentales](#) pour le pillage en règle de la richesse nationale, alors ce fut un succès retentissant.

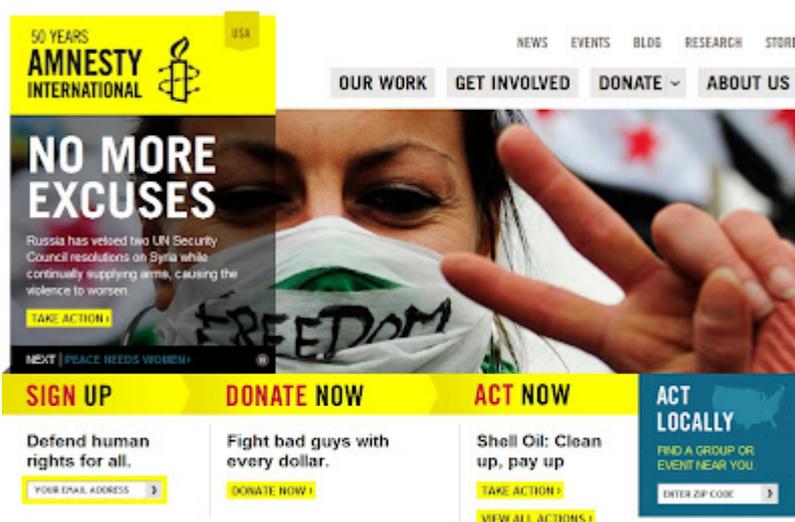
Le monde a été clairement berné par les Nations-Unies, le tribunal pénal international, le gouvernement des Etats-Unis, les gouvernements britanniques et français et bien sûr par l'OTAN dans sa mission de "responsabilité à protéger". Autoriser le renouvellement de ces actes criminels qui ont ravagés la Libye serait inconcevable. C'est pourtant exactement ce que demande Amnesty International à la Fédération de Russie.

Avec une demande intitulée: "[Russie, plus d'excuses, agissez contre le bain de sang en Syrie](#)", Amnesty tente de manière perverse, de retourner les violences et les troubles clairement fomentés par l'occident en Syrie, comme étant quelque part le résultat du refus de la Russie de capituler devant la perspective d'une autre intervention de l'OTAN. Une intervention, qui soit dit en passant, est certaine de créer encore plus de violence, de divisions ethniques et de bains de sang en Syrie, en même temps que le pillage par les entreprises occidentales avides de remplir le vide laissé quand l'establishment nationaliste syrien sera éliminé comme il le fut en Libye.

[Le rapport d'Amnesty cite les statistiques de mortalité fabriquées par l'ONU](#) et qui ne sont exclusivement basées que sur les rapports de l'opposition syrienne, avant de critiquer le positionnement des troupes syriennes et de son équipement autour de la ville de Homs, qui

est reconnu depuis récemment comme la base d'opérations de militants lourdement armés. Amnesty demande ensuite de manière rhétorique: "combien de victimes devront-elles souffrir avant que la Russie ne prenne une attitude décisive envers les crimes contre l'humanité commis en Syrie ?" On pourrait tout aussi bien répondre par cette question: combien de victimes doivent encore souffrir avant que le monde ne prenne l'attitude nécessaire contre Wall Street et la City de Londres dans leur carnage global perpétré de la Libye à la Syrie, en passant par l'Iran, l'Irak et les montagnes et villages d'Afghanistan ?

Amnesty conclut son ultimatum en demandant que la Russie arrête de vendre des armes à la Syrie, et ce alors même que les gouvernements occidentaux, par le biais de l'OTAN et ses clients des états arabes continuent eux à suppléer de manière constante des armes, des fonds et même des combattants étrangers au mouvement d'opposition syrien.



Amnesty est financée et gérée par le ministère des affaires étrangères américain et le gros business

D'aucun pourrait se demander pourquoi Amnesty International travaille clairement en contradiction avec [son propre objectif](#) de mission qui est de "protéger les personnes à qui on refuse la justice, la liberté, la vérité et la dignité où que ce soit". Notre premier indice vient de qui en ce moment est le patron de l'association: [Suzanne Nossel](#) en est sa directrice exécutive.

Nossel a terminé une pige comme secrétaire assistante des organisations internationales auprès du ministère des affaires étrangères états-unien, avant d'avoir été nommée à la tête D'Amnesty International. Elle fut également vice-présidente des opérations stratégiques pour le Wall Street Journal et fut une consultante médiatique pour McKinsey & Co ([membre fondateur corporatiste du Council on Foreign Relations](#) - CFR -). La manipulation de l'opinion publique est une de ses spécialités, une qui est certainement pleinement utilisée en ce qui concerne la Syrie.

Nossel alors au ministère des affaires étrangères, parle du "printemps arabe" créé par les Etats-Unis et le rôle des Etats-Unis dans le soutien des groupes d'opposition. Elle parle au National Iranian American Council et elle cite spécifiquement la Brookings Institution pour bâtir le cas sur les abus des droits de l'Homme en Iran. On peut se demander si Nossel ne s'est pas négligemment inspirée de rapport de la Brookings "Which path to Persia", qui conspire ouvertement pour renverser le régime iranien en soutenant une "révolution colorée", en armant des groupes terroristes dûment répertoriés (tout comme les Etats-Unis

le font maintenant en Syrie), et provoquer l'Iran dans une guerre dont elle ne veut absolument pas. Nossel continue de manière évidente son travail de déstabilisation de nations souveraines en utilisant comme levier la cause des droits de l'Homme au sein d'Amnesty International.

Vidéo du discours de Nossel

Comment Amnesty International peut-elle être considérée comme impartiale alors qu'elle est gérée par une femme qui représente clairement les intérêts américains, à la fois gouvernementaux et au travers de l'establishment industrio-financier, est quelque chose de complètement sidérant.

Le pire est qu'Amnesty International est également financièrement soutenue par le gouvernement et le monde des affaires international. Amnesty International reçoit des fonds du spéculateur de Wall Street George Soros et de son [Open Society Institute](#) ainsi que du département pour le développement international britannique, la commission européenne et d'autres fondations financées par la grosse industrie ([page 8](#)).

Amnesty International est compromise par un conflit d'intérêt conséquent qui voit son organisation être financée de manière disproportionnée et gérée par des représentants de Wall Street et de Londres. Il est très clair que non seulement Amnesty International est une organisation compromise, mais ils utilisent sans scrupule également comme levier, la noble cause des droits de l'Homme afin de perpétrer un agenda politique qui les sert, ce qui dans le cas de la Syrie veut dire, changement de régime en faveur de créer dans le pays un état client de l'occident.

Les troubles en Syrie sont soutenus en sous-main par les Etats-Unis et sont planifiés de longue date

La Syrie a été programmée pour un [changement de régime depuis au moins 1991](#). En 2002, le secrétaire aux affaires étrangères John Bolton ajouta la Syrie à "l'axe du mal". Il sera révélé plus tard que les menaces de Bolton contre la Syrie se concrétisèrent par un soutien et un financement des groupes d'opposition à l'intérieur de la Syrie et ce au cours des gouvernements d'à la fois Bush et Obama.

[Dans un article de CNN d'Avril 2011](#), le porte-parole du ministère des affaires étrangères Mark Toner déclara: "Nous n'essayons pas de miner le gouvernement de la Syrie. Ce que nous essayons de faire en Syrie, au travers de notre soutien à la société civile, est de construire le genre d'institutions démocratiques, que franchement nous essayons de construire dans bien des pays dans le monde. Ce qui est différent, je pense, dans cette situation est que le gouvernement syrien perçoit ce type d'assistance comme une menace sur son contrôle du peuple syrien."

Les remarques de Toner arrivèrent juste après que le [Washington Post](#) ne fuite des câbles indiquant que les Etats-Unis avaient financé des groupes de l'opposition syrienne depuis au moins 2005 et qu'ils continuaient aujourd'hui.

[Dans un rapport de l'AFP d'Avril 2011](#), Michael Posner, le secrétaire d'état auprès du ministère des droits de l'homme et du travail déclara que "le gouvernement des Etats-Unis a budgetisé 50 millions de dollars les deux dernières années pour développer des technologies nouvelles pour aider les activistes à se protéger contre les arrestations et les

poursuites des gouvernements autoritaires.”

Le rapport en vint à expliquer que les “Etats-Unis organisent des sessions d’entraînement pour 5 000 activistes dans différentes parties du monde. Une session qui s’était tenue au Moyen-Orient six semaines auparavant avaient réuni des activistes de Tunisie, de **Syrie**, d’Egypte et du Liban, qui retournèrent dans leur pays avec pour objectif d’entraîner leurs collègues sur place”. Posner ajouta: “Ils s’en retournèrent et il y eut des ondes de choc en retour”. Cette “onde de choc” fut bien sûr le “printemps arabe” et dans le cas de la Syrie, l’origine des troubles coutant menaçant de déstabiliser la nation et [d’inviter à une intervention étrangère.](#)”

Plus récemment, des révélations montrant que les militants syriens sont en fait armés, entraînés, financés et même rejoints sur les champs de bataille par le groupe islamique armé de Libye, une organisation listée comme terroriste par le [ministère des affaires étrangères états-unien](#), ne fait que souligner d’autant plus la nécessité du gouvernement syrien du président Assad de tenter de restaurer l’ordre à tout prix. Le journal britannique le [“Telegraph” rapportait en Novembre 2011](#) que le leader du groupe armé islamique libyen, Abdul Belhaj, avait rencontré les leaders de l’Armée Syrienne Libre sur la frontière turco-syrienne. Il fut rapporté que Belhaj promettait des armes et de l’argent (qu’il reçoit tous deux de l’OTAN), ainsi que d’envoyer des combattants libyens pour entraîner et se battre aux côtés des militants syriens.

Le [Réseau Voltaire confirmait](#) les rôles de Belhaj et de son groupe islamique libyen non seulement à assister les militants syriens mais en fait les menant dans la déstabilisation en règle de la Syrie par l’OTAN.

A en juger par les dix ans de guerre globale dans laquelle les Etats-Unis sont [engagés au nom de “combattre les terroristes”](#), on peut légitimement se demander pourquoi les Etats-Unis et Amnesty International protestent et non pas applaudissent les tentatives de la Russie de renforcer la position d’Assad contre les tentatives de déstabilisation de son pays par des terroristes d’origine étrangère comme cela est vérifié. Une fois de plus, comme en Libye, il apparaît que le monde est trompé par ce qui est de manière grandissante un cirque géopolitique compromis, forcé et illégitime centré autour de la City de Londres et de Wall Street.

Amnesty parle pour Wall Street et Londres et non pas pour les droits de l’Homme.

Qui va signer la pétition d’Amnesty pour soutenir leur demande envers la Russie ? Sera-ce le même groupe de personnes qui se laisse impressionner et berné dans l’escroquerie qui [implose maintenant de “Kony 2012”](#) ? De manière ironique, Amnesty International est sur le bateau qui coule depuis un moment, avec cette pétition adressée au président Obama intitulée [“Mettons fin à l’utilisation des enfants-soldats”](#), qui déclare dans une de ses parties: “Je commande le gouvernement des Etats-Unis d’assister les efforts pour l’arrestation de Joseph Kony....”

Amnesty a pris en compte la propagande de guerre de l’ONG *Invisible Children*, ne donnant pas seulement une excuse à AFRICOM (US Army Africa Central Command) pour établir une présence en Ouganda, mais d’avertir que tous les groupes armés “dans la région” peuvent être utilisés pour justifier une expansion d’AFRICOM sur le continent africain.

Il n’y a aucune raison pour laquelle la Russie devrait tenir compte des mots d’Amnesty

International, qui a simplement remis au goût du jour les demandes et désirs de financiers et industriels de Wall Street et de la City de Londres, sous le déguisement de mauvais aloi de "préoccupations humanitaires".

Article original en anglais : [Amnesty International's Ultimatum to Russia US State Department-run Amnesty International demands Russia allow US & NATO to commence the ruination and plundering of Syria](#). Publié le 16 mars 2012.

Traduction par [Résistance 71](#)

La source originale de cet article est [landdestroyer](#)
Copyright © [Tony Cartalucci](#), [landdestroyer](#), 2012

Articles Par : [Tony Cartalucci](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca